

Premies voor ploegwerk

Art. 13. De bedragen van de premies voor ploegwerk (40-urenweek) blijven behouden, voor de dagploegen op 6,60 pct. van het referentieloon en voor de nachtploegen op 21,85 pct. van het referentieloon, zoals bepaald in artikel 12, tweede lid, hierboven.

Indien de berekening per uur geschiedt, gebeurt deze tot op de derde decimaal en, zoals gebruikelijk voor de afronding, vervalt alles wat na de tweede decimaal komt. Hierdoor worden de ploegvergoedingen uitgedrukt in franken vanaf 1 juli 1997 (40-urenweek) :

- morgen- en namiddagploeg : 23,83 F/uur;
- nachtploeg : 78,92 F/uur.

Uitzendarbeid

Art. 14. Onverminderd de wettelijke bepalingen terzake, wordt de ondernemingsraad of, bij ontstentenis, de syndicale afvaardiging driemaandelijks ingelicht over de tewerkstelling van uitzendkrachten, beoogd door hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, welke in hoofdzaak handarbeid verrichten.

De te verstrekken informatie betreft volgende punten :

- het aantal uitzendkrachten per afdeling;
- de reden van tewerkstelling;
- de opdeling van het aantal uitzendkrachten in de onderneming volgens ononderbroken tewerkstellingsduur in de onderneming volgens het volgende schema : minder dan drie maanden, tussen drie en zes maanden, tussen zes en twaalf maanden, tussen twaalf en achttien maanden, en vanaf achttien maanden en meer.

Bestaande overeenkomsten en sociale vrede

Art. 15. Alle bepalingen van vorige collectieve arbeidsovereenkomsten, die niet eenmalig zijn of die door deze collectieve arbeidsovereenkomst niet gewijzigd of afgeschaft worden, blijven voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

De sociale vrede wordt gewaarborgd voor de ganse duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Geldigheidsduur

Art. 16. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 juni 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Primes pour travail en équipes

Art.13. Les montants des primes pour travail en équipes (40 heures/semaine) restent fixés, pour les équipes de jour à 6,60 p.c. du salaire de référence et pour les équipes de nuit à 21,85 p.c. du salaire de référence, tel que fixé à l'article 12 alinéa 2, ci-dessus.

Si le calcul s'effectue par heure, il se fait jusqu'à la troisième décimale et, comme d'usage pour l'arrondi, on laisse tomber tout ce qui se trouve après la deuxième décimale. De ce fait, les primes d'équipes exprimées en francs seront, à compter du 1^{er} juin 1997 (40 heures/semaine)

- équipe du matin et de l'après-midi : 23,83 F/l'heure;
- équipe de nuit : 78,92 F/l'heure.

Travail intérimaire

Art. 14. Sans préjudice des dispositions légales en la matière, le conseil d'entreprise ou, à défaut, la délégation syndicale, sera informée chaque trimestre sur l'emploi de tiers tels que visés par le chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs dont l'activité est principalement manuelle.

L'information à fournir comporte les points suivants :

- le nombre d'intérimaires par section;
- la raison invoquée pour leur emploi;
- la répartition du nombre d'intérimaires dans l'entreprise par durée d'occupation ininterrompue dans l'entreprise selon le schéma suivant : moins de trois mois, entre trois et six mois, entre six et douze mois, entre douze et dix-huit mois, dix-huit mois et plus.

Conventions existantes et paix sociale

Art. 15. Toutes les dispositions des conventions antérieures qui n'étaient pas à effet unique et qui ne sont pas modifiées par la présente convention collective de travail, sont prorogées pour la durée de la présente convention collective de travail.

La paix sociale est garantie pendant toute la durée de la présente convention collective de travail.

Durée de validité

Art. 16. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} avril 1997 et cesse d'être en vigueur le 31 mars 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 18 juin 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 1935

[C — 98/27443]

**16 JUILLET 1998. — Décret modifiant le décret du 18 juillet 1997
créant un programme de transition professionnelle (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les emplois visés par le présent décret ne peuvent être occupés que par des demandeurs d'emploi qui n'ont pas obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur et qui, le jour de leur présentation par les services de placement de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en abrégé, le FOREm, sont :

1° soit chômeurs complets indemnisés, âgés de moins de 25 ans, ne disposant pas d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur et bénéficiant sans interruption d'allocations d'attente depuis au moins 9 mois;

2° soit chômeurs complets indemnisés bénéficiant sans interruption d'allocations d'attente depuis au moins un an;

3° soit chômeurs complets indemnisés, âgés de moins de 25 ans, ne disposant pas d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur et bénéficiant sans interruption d'allocations de chômage depuis au moins 9 mois;

4° soit chômeurs complets indemnisés bénéficiant sans interruption d'allocations de chômage depuis au moins deux ans;

5° soit bénéficiaires sans interruption depuis au moins 9 mois du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, âgés de moins de 25 ans et ne disposant pas d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur;

6° soit bénéficiaires sans interruption depuis au moins un an du minimum de moyens d'existence prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence. »;

2° dans le § 2, les mots « Pour l'application du § 1^{er}, 1° et 2°, » sont remplacés par les mots « Pour l'application du § 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 4°, »;

3° dans le § 3, les mots « Pour l'application du § 1^{er}, 3°, » sont remplacés par les mots « Pour l'application du § 1^{er}, 5° et 6°, »;

4° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Pour l'application du § 1^{er}, sans préjudice de l'article 9, alinéas 3, 4 et 6, les périodes d'occupation dans le cadre du programme de transition professionnelle ne sont pas considérées comme interruptions. »

Art. 2. L'article 2 du même décret est complété par la disposition suivante :

« § 6. Pour l'application du présent décret, les bénéficiaires de l'aide sociale inscrits au registre de la population et qui n'ont pas droit au minimum de moyens d'existence en raison de leur nationalité, sont assimilés aux bénéficiaires du minimum de moyens d'existence. »

Art. 3. L'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« 1° par l'octroi de l'allocation de l'Etat fédéral et de l'exonération de la cotisation patronale conformément au plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi visées par l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle modifié par l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions. »

Art. 4. L'article 9 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Les travailleurs occupés dans le programme de transition professionnelle sont engagés dans les liens d'un contrat de travail dont le régime de travail est au moins égal à un mi-temps.

L'engagement est effectué dans les délais fixés par le Gouvernement et le contrat de travail est approuvé selon les modalités qu'il fixe.

L'occupation des travailleurs visés à l'alinéa 1^{er} est de deux ans maximum.

Toutefois, l'occupation des travailleurs suivants est de trois ans maximum :

1° ceux qui ont effectué, au cours des six mois précédant leur engagement dans le programme de transition professionnelle, 120 heures au moins de prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et dont l'occupation, à ce titre, donne lieu à l'octroi de l'allocation majorée de l'Etat fédéral visée par l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle modifié par l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions;

2° ceux qui résident habituellement dans les communes ayant le 30 juin de chaque année un taux de chômage dépassant de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région wallonne. La liste des communes concernées est établie pour la première fois le 30 juin 1997.

Les contrats de travail en cours au moment où le taux de chômage communal cesse de dépasser de 20 % au moins le taux de chômage moyen de la Région wallonne peuvent être exécutés jusqu'à leur terme.

Les travailleurs qui ont été occupés dans le programme de transition professionnelle pendant la durée maximale prévue par les alinéas 3 et 4 ne peuvent plus y être occupés même s'ils remplissent à nouveau les conditions prévues par l'article 2. »

Art. 5. L'article 11, alinéa 1^{er}, du même décret est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les employeurs payent la rémunération sous déduction de l'allocation visée par l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle modifié par l'accord de coopération du 15 mai 1998 entre l'Etat fédéral et les Régions et versent les cotisations sociales y afférentes en tenant compte de l'application du plan d'embauche pour la promotion du recrutement des demandeurs d'emploi visé par le même accord de coopération ».

Art. 6. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil 387 (1997-1998). N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 8 juillet 1998.

Discussion — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 1935

[C — 98/27443]

16. JULI 1998 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1. Die im vorliegenden Dekret gemeinten Arbeitsplätze dürfen nur von Arbeitsuchenden besetzt werden, die kein Diplom des höheren Unterrichts erhalten haben und die am Tage, an dem sie durch die Arbeitsvermittlungsstellen des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), abgekürzt "FOREm", vorgestellt werden:

1° entweder entschädigte Vollarbeitslose sind, die das Alter von fünfundzwanzig Jahren noch nicht erreicht haben, die kein Abschlußzeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts haben und die seit wenigstens neun Monaten ununterbrochen Wartegeld beziehen;

2° oder entschädigte Vollarbeitslose sind, die seit wenigstens einem Jahr ununterbrochen Wartegeld beziehen;

3° oder entschädigte Vollarbeitslose sind, die das Alter von fünfundzwanzig Jahren noch nicht erreicht haben, die kein Abschlußzeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts haben und die seit wenigstens neun Monaten ununterbrochen Arbeitslosengeld beziehen;

4° oder entschädigte Vollarbeitslose sind, die seit wenigstens zwei Jahren ununterbrochen Arbeitslosengeld beziehen;

5° oder Personen sind, die seit wenigstens neun Monaten ununterbrochen das im Gesetz vom 7. August 1974 über die Einführung des Rechtes auf ein Existenzminimum vorgesehene Existenzminimum beziehen, die das Alter von fünfundzwanzig Jahren noch nicht erreicht haben und die kein Abschlußzeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts haben;

6° oder Personen sind, die seit wenigstens einem Jahr ununterbrochen das im Gesetz vom 7. August 1974 über die Einführung des Rechtes auf ein Existenzminimum vorgesehene Existenzminimum beziehen.»

2° in § 2 werden die Wörter "Für die Anwendung von § 1, 1° und 2°" durch die Wörter "Für die Anwendung von § 1, 1°, 2°, 3° und 4°" ersetzt;

3° in § 3 werden die Wörter "Für die Anwendung von § 1, 3°" durch die Wörter "Für die Anwendung von § 1, 5° und 6°" ersetzt;

4° § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4. Für die Anwendung von § 1 werden die Beschäftigungsperioden im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms nicht als Unterbrechungen betrachtet, unbeschadet von Artikel 9, Absätze 3, 4 und 6.»

Art. 2 - Artikel 2 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«§ 6. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets werden die Sozialhilfeempfänger, die im Bevölkerungsregister eingetragen sind und aufgrund ihrer Staatsangehörigkeit kein Anrecht auf das Existenzminimum haben, den Empfängern des Existenzminimums gleichgestellt.»

Art. 3 - Artikel 4, Absatz 1, 1° desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° durch die Gewährung der Zulage des Föderalstaats und die Befreiung des Arbeitgeberbeitrags gemäß dem Beschäftigungsplan für die Förderung der Einstellung von Arbeitsuchenden, so wie es im am 4. März 1997 abgeschlossenen und durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Mai 1998 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen abgeänderten Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms erwähnt ist.»

Art. 4 - Artikel 9 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 9 - Die im Rahmen des beruflichen Übergangsprogramms beschäftigten Arbeitnehmer werden auf der Grundlage eines Arbeitsvertragsverhältnisses eingestellt, dessen Arbeitsregelung mindestens einer Halbzeitbeschäftigung entspricht, eingestellt.

Die Einstellung erfolgt in den von der Regierung festgelegten Fristen und der Arbeitsvertrag wird nach Modalitäten, die sie bestimmt, genehmigt.

Die Beschäftigung der in Absatz 1 gemeinten Arbeitnehmer dauert höchstens zwei Jahre.

Die Beschäftigung der folgenden Arbeitnehmer dauert jedoch höchstens drei Jahre:

1° diejenigen, die im Laufe der sechs Monate vor ihrer Einstellung im beruflichen Übergangsprogramm mindestens 120 Arbeitsstunden im Rahmen der lokalen Beschäftigungsagenturen geleistet haben und die deshalb Anspruch auf die Gewährung der erhöhten Zulage des Föderalstaats haben, die im am 4. März 1997 abgeschlossenen und durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Mai 1998 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen abgeänderten Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms erwähnt ist;

2° diejenigen, die ihren gewöhnlichen Wohnsitz in einer der Gemeinden haben, in denen die Arbeitslosigkeit am 30. Juni jedes Jahres die durchschnittliche Arbeitslosigkeit der Wallonischen Region um mindestens 20 % übersteigt. Die Liste der betreffenden Gemeinden wird zum ersten Mal am 30. Juni 1997 festgelegt.

Falls die Arbeitslosigkeit der Gemeinde die durchschnittliche Arbeitslosigkeit der Region nicht mehr um mindestens 20 % übersteigt, können die laufenden Arbeitsverträge zu Ende geführt werden.

Die Arbeitnehmer, die während der in den Absätzen 3 und 4 vorgesehenen Höchstdauer im beruflichen Übergangsprogramm beschäftigt worden sind, sind nicht mehr berechtigt, weiter in diesem Rahmen beschäftigt zu werden, auch wenn sie die in Artikel 2 vorgesehenen Bedingungen erneut erfüllen. »

Art. 5 - Artikel 11, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ersetzt:

«Die Arbeitgeber zahlen die Entlohnung unter Abzug der Zulage, die im am 4. März 1997 abgeschlossenen und durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Mai 1998 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen abgeänderten Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms erwähnt ist. Sie zahlen ebenfalls die damit verbundenen Sozialversicherungsbeiträge unter Berücksichtigung der Anwendung des in demselben Zusammenarbeitsabkommen erwähnten Beschäftigungsplans für die Förderung der Einstellung von Arbeitsuchenden aus.»

Art. 6 - Die Regierung legt das Datum des in Krafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzung 1997-1998*

Dokumente des Rats 387 (1997-1998). Nrn 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 8. Juli 1998

Diskussion — Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 1935

[C - 98/27443]

16 JULI 1998. — Decreet tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De in dit decreet bedoelde arbeidsplaatsen zijn voorbehouden aan werkzoekenden die niet in het bezit zijn van een diploma van het hoger onderwijs en die, op de dag van hun voordracht door de plaatsingsdiensten van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), afgekort "FOREm", :

1° hetzij uitkeringsgerechtigde volledig werklozen zijn van minder dan 25 jaar, niet over een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs beschikken en sinds ten minste negen maanden onafgebroken wachttuitkeringen ontvangen;

2° hetzij uitkeringsgerechtigde volledig werklozen zijn en sinds ten minste één jaar onafgebroken wachttuitkeringen ontvangen;

3° hetzij uitkeringsgerechtigde volledig werklozen zijn van minder dan 25 jaar, niet over een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs beschikken en sinds ten minste negen maanden onafgebroken werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

4° hetzij uitkeringsgerechtigde volledig werklozen zijn en sinds ten minste twee jaar onafgebroken werkloosheidsuitkeringen ontvangen;

5° hetzij sedert ten minste negen maanden onafgebroken recht hebben op het bestaansminimum bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, jonger zijn dan 25 jaar en niet in het bezit zijn van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

6° hetzij sedert ten minste één jaar onafgebroken recht hebben op het bestaansminimum bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op het bestaansminimum. »;

2° in § 2 worden de termen "Voor de toepassing van § 1, 1° en 2°" vervangen door de termen "Voor de toepassing van § 1, 1°, 2°, 3° en 4°";

3° in § 3 worden de termen "Voor de toepassing van § 1, 3°" vervangen door de termen "Voor de toepassing van § 1, 5° en 6°";

4° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Voor de toepassing van § 1 worden de periodes van tewerkstelling in het kader van het doorstromingsprogramma niet als onderbrekingen beschouwd, onverminderd artikel 9, derde, vierde en zesde lid. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« § 6. Voor de toepassing van dit decreet worden de in het bevolkingsregister ingeschreven begunstigden van sociale hulp die wegens hun nationaliteit geen recht hebben op het bestaansminimum, gelijkgesteld met rechthebbers op het bestaansminimum. »

Art. 3. Artikel 4, eerste lid, 1°, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 1° door de toekenning van de toelagen van de Federale Staat en van de vrijstelling van de werkgeversbijdragen overeenkomstig het aanwervingsplan voor de bevordering van de aanwerving van de werkzoekenden bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten m.b.t. het doorstromingsprogramma, gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de Federale Staat en de Gewesten. »

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De in het kader van het doorstromingsprogramma tewerkgestelde werknemers worden in dienst genomen op basis van een arbeidsovereenkomst waarbij bepaald wordt dat de arbeidsduur ten minste gelijk is aan een halftijdse betrekking.

De indienstneming geschiedt binnen de door de Regering bepaalde termijn en de arbeidsovereenkomst wordt onder de door haar bepaalde voorwaarden goedgekeurd.

De in het eerste lid bedoelde werknemers worden voor maximum twee jaar in dienst genomen.

De volgende werknemers kunnen in dienst genomen worden voor maximum drie jaar :

1° degenen die zes maanden vóór hun indienstneming in het kader van het doorstromingsprogramma ten minste 120 uur voor plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen gewerkt hebben en daardoor in aanmerking komen voor de verhoogde toelage van de Federale Staat, bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten m.b.t. het doorstromingsprogramma, dat gewijzigd is bij het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de Federale Staat en de Gewesten;

2° degenen die doorgaans woonachtig zijn in gemeenten met een werkloosheidscijfer dat jaarlijks op 30 juni ten minste 20 % hoger is dan het gemiddelde werkloosheidscijfer van het Waalse Gewest. De lijst van de betrokken gemeenten werd voor het eerst opgemaakt op 30 juni 1997.

De arbeidsovereenkomsten die lopen op het ogenblik dat het gemeentelijke werkloosheidscijfer ophoudt ten minste 20 % hoger te zijn dan het gemiddelde werkloosheidscijfer van het Waalse Gewest, kunnen uitgevoerd worden tot ze vervallen.

De werknemers die voor de in de derde en vierde leden bedoelde maximale duur in het kader van het doorstromingsprogramma tewerkgesteld werden, kunnen er niet meer in tewerkgesteld worden, zelfs als ze weer aan de in artikel 2 bedoelde voorwaarden voldoen. »

Art. 5. Artikel 11, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De werkgevers betalen de wedde na aftrek van de toelage bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten m.b.t. de doorstromingsprogramma's, dat gewijzigd is bij het samenwerkingsakkoord van 15 mei 1998 tussen de Federale Staat en de Gewesten, en storten de desbetreffende sociale premies in het kader van het banenplan voor de bevordering van de tewerkstelling van de in dat samenwerkingsakkoord bedoelde werkzoekenden. »

Art. 6. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

Stukken van de Raad 387 (1997-1998). Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 8 juli 1998.

Bespreking — Stemming.